



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://www.ufpweb.org/fr/spip.php?article298>

# **Recomposition de la droite, nouveau cycle politique : Les recettes idéologiques du président Sarkozy**



- Articles de presse - Articles -

Date de mise en ligne : jeudi 12 juillet 2007

Date de parution : 12 juillet 2007

---

**Union des Forces de Progrès**

---

**Avec plus de deux millions de voix d'avance sur sa rivale socialiste, M. Nicolas Sarkozy a été élu président de la République française le 6 mai dernier. Acquis avec un taux de participation électorale très élevé (83,97 %), ce résultat contredit la « règle » qui voulait qu'une majorité sortante soit battue lors de l'élection suivante. Mais le nouveau chef de l'Etat a bien marqué ses distances avec son prédécesseur, M. Jacques Chirac, en signifiant de façon répétée son désir de « rupture » avec ce qu'il assimile à un quart de siècle de « politiquement correct ». Les premières mesures économiques et sociales envisagées par son gouvernement (suppression de la carte scolaire, remise en cause du contrat de travail et du droit de grève, baisse de la fiscalité sur les très hauts revenus) donnent à cette rupture sa signification. Profitant du désarroi de la gauche, M. Sarkozy a néanmoins obtenu le ralliement à son programme de plusieurs anciens responsables du centre et du Parti socialiste. Avec leur concours, il escompte modifier profondément l'équilibre politique du pays et continuer à afficher ses convictions de droite. En cela, il rappelle des transformations intervenues ailleurs. En Espagne, en Italie, mais surtout aux Etats-Unis.**

**Par Serge Halimi**

En France, un homme de droite vient de succéder à un président devenu impopulaire dans son propre camp, et il est parvenu à ses fins en battant une femme de gauche. Il paraît que ce genre d'histoire remonte un peu le moral des candidats républicains à la succession de M. George W. Bush. Surtout s'ils prévoient qu'en novembre 2008 ils affronteront la démocrate Hillary Clinton.

Il serait néanmoins paradoxal de voir la droite américaine s'inspirer demain de la stratégie politique du nouveau président de la République française. Imite-t-on son propre reflet dans un miroir ? Or, en matière de stratégie électorale, M. Nicolas Sarkozy a davantage été l'élève, doué, des techniques politiques déployées outre-Atlantique depuis quarante ans que l'inspirateur d'une alchimie nouvelle destinée à être exportée. Insistance sur le thème du déclin national, de la décadence morale, afin de préparer les esprits à une thérapie de choc libérale (la « rupture ») ; combat contre une « pensée unique de gauche » qu'on accuse d'avoir enkysté l'économie et atrophié le débat public ; réarmement intellectuel « gramscien » d'une droite suffisamment « décomplexée » pour exhiber ses amis milliardaires (et leurs yachts) ; redéfinition de la question sociale de manière à ce que la ligne de clivage n'oppose plus riches et pauvres, capital et travail, mais deux fractions du « prolétariat » entre elles, celle qui « n'en peut plus de faire des efforts » et la « république de l'assistanat » ; mobilisation d'un petit peuple conservateur dont on se prétend l'expression valeureuse et persécutée ; volontarisme politique, enfin, face à une élite gouvernante qui aurait baissé les bras : la droite américaine n'a nul besoin de traverser l'Atlantique pour que M. Sarkozy lui enseigne de telles recettes. Ce sont les siennes depuis Richard Nixon (1). Tout en émaillant ses discours de références à Jean Jaurès, Léon Blum et Guy Môquet, M. Sarkozy s'est en effet appliqué à reprendre les thématiques les plus performantes des derniers présidents républicains.

Souvent l'image du déclin vient à point. L'urgence d'un rappel à l'ordre s'impose plus naturellement quand le désordre règne dans la vieille maison. En 1968, le candidat de droite Nixon rode son discours glorifiant une « majorité silencieuse » qui n'accepte plus de voir son pays devenir la proie du chaos. Deux assassinats politiques (Martin Luther King et Robert Kennedy) viennent d'avoir lieu, et l'offensive du Têt des communistes vietnamiens a signifié que les Etats-Unis avaient déjà perdu la guerre. Nixon invite alors ses compatriotes à écouter « une voix tranquille dans le tumulte des cris. C'est la voix de la grande majorité des Américains, les Américains oubliés, ceux qui ne crient pas, ceux qui ne manifestent pas. Ils ne sont ni racistes ni malades. Ils ne sont pas coupables des fléaux qui infestent notre pays (2) ».

M. Sarkozy a profité des émeutes dans les banlieues françaises (octobre-novembre 2005), d'une portée dramatique difficilement comparable, pour reprendre ce registre des temps de tempête. Le 18 décembre 2006, à Charleville-Mézières, dans les Ardennes, il célèbre « la France qui croit au mérite et à l'effort, la France dure à la peine, la France dont on ne parle jamais parce qu'elle ne se plaint pas, parce qu'elle ne brûle pas de voitures - cela ne se fait pas ici de casser ce que l'on a payé si cher -, parce qu'elle ne bloque pas les trains. La France qui en a assez que l'on parle en son nom. » Quatre mois plus tard, il enjoint à une foule marseillaise de se lever pour « exprimer le sentiment de cette majorité silencieuse ».

Comme Nixon, Ronald Reagan et M. Bush avant lui, M. Sarkozy mesure qu'aucune campagne ne mobilise si elle se résume à une litanie d'intentions pieuses, consensuelles et ennuyeuses. Il emploie donc des mots de combat. La droite américaine avait elle aussi fait son miel de l'affadissement du discours démocrate, qui, à partir des années 1950, abjura le répertoire de polarisation sociale de William Jennings Bryan (1860-1925) et de Franklin Delano Roosevelt. Les successeurs de Harry Truman ne disaient pas encore « gagnant, gagnant », mais telle était déjà leur idée. Leur formule aurait été plutôt : l'adversaire, voilà l'ennemi !

Pour le Parti démocrate, la peur de faire peur, c'est-à-dire en vérité celle d'être vraiment de gauche, devint telle que ce dernier en vint à reprocher aux républicains d'être « populistes », préférant se réserver la désignation plus apaisante de... « conservateurs ». « L'étrange alchimie du temps, expliqua ainsi son candidat Adlai Stevenson en octobre 1952, a d'une certaine manière converti les démocrates en vrai parti conservateur de ce pays - le parti dévoué à conserver tout ce qu'il y a de mieux et à construire, solidement et tranquillement, sur ces fondations. Les républicains, au contraire, se comportent comme un parti radical, voué à démanteler les institutions que nous avons ancrées solidement dans notre tissu social (3). »

Dès décembre 2005, enhardi par le tohu-bohu que semblait susciter chacune de ses propositions (et provocations), M. Sarkozy rappela que sa stratégie jouerait aussi à fronts renversés : « Ce sera notre fierté d'être le parti du mouvement. Les socialistes sont devenus des conservateurs (4). » Puis il entreprit de nommer l'ennemi (5). Il cibra les années 1960. Nixon puis Reagan l'avaient fait avant lui, mais à une autre époque, plus proche des événements qu'ils pourfendaient.

**Opposer à la gauche son absence de volonté** L'ennemi, ce furent ceux qui avaient « proclamé que tout était permis, que l'autorité c'était fini, que la politesse c'était fini, que le respect c'était fini, qu'il n'y avait plus rien de sacré, plus rien d'admirable, plus de règle, plus de norme, plus d'interdit ». A mille lieues des discours rassembleurs et mécaniques du président Jacques Chirac, mais tout aussi éloigné du charabia compassionnel et « participatif » de Mme Ségolène Royal, patchwork de propos décousus et vite oubliés, M. Sarkozy marqua les esprits. Il prétendit que la gauche « héritière de Mai 68 » avait à la fois « liquidé l'école de Jules Ferry », provoqué la « crise du travail » et déchaîné la « haine de la famille, de la société, de l'Etat, de la nation, de la République ». Il précisa aussi - car pourquoi s'arrêter en si bon chemin ? - qu'elle avait « préparé le triomphe du prédateur sur l'entrepreneur, du spéculateur sur le travailleur » et qu'elle ne cessait de chercher « des excuses aux voyous ».

C'est là une vieille recette de la droite : pour ne pas avoir à s'étendre sur la question des intérêts (économiques), ce qui est sage quand on défend ceux d'une minorité de la population, il faut se montrer intarissable sur la question des valeurs : ordre, respect, mérite, religion. La manoeuvre est encore plus aisée quand la gauche refuse de désigner ses adversaires, à supposer qu'elle en ait encore. Un jour, M. François Hollande laissa échapper que les socialistes s'en prendraient peut-être aux « riches ». Il se garda de récidiver devant le hourvari qui s'ensuivit. Demeurent les valeurs. En parler permet aussi aux conservateurs d'installer la discorde au sein des catégories populaires, en général plus partagées sur les questions de morale et de discipline que sur la nécessité d'un bon salaire.

Toutefois, pas plus aux Etats-Unis qu'en France, la droite n'a imputé le « déclin » présumé du pays à des motifs exclusivement moraux ou culturels. Selon elle, des politiques économiques précises avaient attaqué de plein fouet la

« valeur travail » (ou work ethic dans le cas américain). Les démocrates auraient créé du chômage en relevant les impôts ; les socialistes, découragé l'effort (et déprimé les salaires) en réduisant la durée du travail. Il ne pouvait être question pour la droite de s'accommoder de telles erreurs en attendant le concours de la chance ou celui de la main invisible (du marché).

C'est souvent à ce sujet qu'on commet un fâcheux contresens à propos du néolibéralisme. Car sa pratique courante n'est nullement l'indolence du « laissez faire, laissez passer ». Ainsi, Reagan comme M. Bush n'ont cessé d'intervenir pour favoriser les intérêts des chefs d'entreprise et ceux des détenteurs de capitaux, indissociables à leurs yeux de l'intérêt national. L'année même de l'entrée en fonctions du premier, en 1981, il prit trois décisions capitales : celle de casser la grève des contrôleurs aériens en révoquant les douze mille salariés qui y avaient pris part et en détruisant leur syndicat ; celle de geler le salaire minimum (qui n'augmenta plus une seule fois pendant les deux mandats de Reagan) ; celle, enfin, de réduire brutalement l'imposition de la tranche marginale supérieure des revenus (taxée à 70 % en 1981, elle ne le fut plus qu'à 28 % en 1987).

Impulsées par la Maison Blanche, pas par le « marché », ces trois orientations convergeaient. La casse du syndicalisme favorisa, par exemple, le transfert d'une partie de la richesse, du travail vers le capital, du salaire vers le dividende. Elle en constitue souvent d'ailleurs la condition préalable. Est-ce donc vraiment un hasard si des partisans de M. Sarkozy souhaitent le voir à son tour provoquer une épreuve de force avec les syndicats afin que, comme Reagan en 1981, comme Mme Margaret Thatcher en 1984-1985 face aux mineurs britanniques, il marque la « rupture » par un coup d'éclat ? La promesse d'une restriction du droit de grève dans les services publics (transports et écoles) fournit une occasion de bien comprendre que, dans l'esprit de M. Sarkozy, ce sont les directions d'entreprise, pas les salariés, qui gouvernent la « valeur travail ».

En janvier 1978, un an à peine après son entrée à la Maison Blanche, le président démocrate James Carter réclame à ses concitoyens « patience et bonne volonté ». Il leur tient ce discours : « Il y a des limites à ce que l'Etat peut faire. Il ne peut pas résoudre nos problèmes. Il ne peut pas fixer nos objectifs. Il ne peut pas définir notre vision. Il ne peut pas éliminer la pauvreté ou assurer l'abondance ou réduire l'inflation. Il ne peut pas sauver nos villes, lutter contre l'analphabétisme ou nous procurer de l'énergie (6). »

Dès juillet 1980, alors qu'il se prépare à affronter un président accusé d'« indécision » devant la crise de l'énergie et de « désarmement unilatéral » face à l'Iran et à l'Union soviétique, le « libéral » Reagan oppose son volontarisme à la neurasthénie apparente de son adversaire, dont il fustige la « faiblesse », la « médiocrité », l'« incompetence ». Il indique : « Il y a peut-être un marin à la barre du pays, mais le navire de l'Etat n'a pas de gouvernail. (...) Nos problèmes provoquent des souffrances et détruisent la fibre morale de gens bien réels qui ne devraient pas, en plus, subir l'indignité d'entendre leur gouvernement leur expliquer que tout est de leur faute (7). » Bien sûr, Reagan n'aurait jamais dit, comme le fit M. Sarkozy : « Si nous voulons une société juste, il faut d'abord un Etat fort (8). » Mais prétendre que le discours volontariste du président français le distinguerait fondamentalement du libéralisme de la droite américaine constitue une erreur absolue.

Comme Reagan, M. Sarkozy n'a jamais hésité à opposer son énergie propre, son leadership, à l'« inertie », à l'« immobilisme » de ses prédécesseurs. En contemplant M. Chirac, celui qui était son ministre de l'intérieur a même pensé, le 14 juillet 2005, à « Louis XVI en train de monter ses serrures à Versailles tandis que la France gronde ». Or, sur ce terrain de la négligence publique, les socialistes n'étaient pas exempts de reproches. A force de baisser les bras, de plaider que chaque problème était complexe et exigeait un traitement européen, de proclamer que « l'Etat ne peut pas tout faire », d'attribuer leur pusillanimité à l'existence d'un électorat populaire désormais « marqué par la mondialisation, marqué par le fatalisme, marqué par la résignation (9) », ils ont provoqué cette contre-attaque du candidat de droite : « On a tout essayé, disait Mitterrand ! Eh bien non, contre le chômage, on n'a pas tout essayé ! (...) Je me souviens de Lionel Jospin déclarant pendant la campagne pour l'élection présidentielle : "Un homme politique responsable ne parle pas de la monnaie." Pour moi, c'est dire cela qui est irresponsable ! Il n'y a pas un pays au monde où la monnaie ne soit pas un instrument de politique économique (10). »

Particulièrement appréciée dans des régions industrielles en crise, une homélie volontariste appuyait le trait : « Je n'aime pas la politique qui se contente de gérer. Je n'aime pas la politique qui est persuadée que rien ne peut être changé. Je n'aime pas la politique qui voudrait que le monde est tel qu'il doit être. Je n'aime pas la politique quand elle dit : on a tout essayé. Je n'aime pas cette politique ! Je ne crois pas à cette politique (11) ! » A Saint-Etienne, M. Sarkozy ajouta même : « La politique est impuissante quand elle ne veut rien. Quand on ne veut rien, on ne peut rien ! Moi je veux beaucoup et nous allons pouvoir beaucoup (12) ! » Assurément, M. Chirac avait déjà tenu ce genre de propos il y a douze ans. Précisément, il fut élu... En tout cas, soyons-en assurés, « Europe » oblige, le nouveau président ne pourra pas tout faire lui non plus. Et surtout pas de la peine à ses amis milliardaires : « Ils disent : faisons payer le capital ! Mais si le capital paye trop, il s'en ira (13). » Un soir d'allégresse, Johnny Hallyday a promis de revenir de Suisse sitôt les successions défiscalisées par le gouvernement. Car ça, l'Etat le fera (14).

L'affichage d'une volonté de rupture impose de conduire la bataille des idées. En la matière, la droite n'a jamais été aussi bête que la gauche l'imagine, affalée qu'elle est sur les pétitions d'intellectuels et d'artistes qui se prononcent en sa faveur sans susciter en général d'autres réactions que le sarcasme ou l'indifférence. Candidat à peu près certain de son camp depuis 2003, M. Sarkozy a, comme les conservateurs américains avant lui, construit son corpus idéologique permettant de rompre avec ce qu'il nomme le « prêchi-prêcha social-démocrate » et d'y substituer « tout ce que la droite républicaine n'osait plus faire parce qu'elle avait honte d'être la droite (15) ». Puis il a rodé - et retouché - ce programme semaine après semaine.

« Pour qu'une idée passe dans le pays, aurait-il expliqué, elle doit infuser dans les esprits pendant près d'un an (16). » Un an, c'est très peu, mais l'élu a bénéficié du concours des médias, du patronat, des ministères ; il a tiré parti des ratiocinations multidiffusées du publiciste Nicolas Baverez et de ses nombreux épigones sur « la France qui tombe » en raison d'une « politique d'euthanasie du travail (17) » ; il s'est appuyé sur les avis (qu'il sollicita) du rapport Camdessus, de la même farine idéologique que les pamphlets de Baverez, mais moins caricaturaux (18). Sa traversée du désert ressembla donc à une succession d'oasis. Et la guerre de position culturelle se transforma en Blitzkrieg. D'ailleurs, où était l'ennemi ? « Je demande, ironisa avec cruauté M. Sarkozy, à être comparé au leader du premier parti d'opposition de France. Quelles sont les idées neuves qu'a lancées François Hollande depuis quatre ans (19) ? »

Deux grands praticiens du combat d'idées durent endurer un itinéraire plus escarpé : le penseur ultralibéral Friedrich Hayek (1899-1992), qui avait « pensé l'impensable (20) », attendit plus de trente ans avant que des dirigeants politiques de premier plan (Mme Thatcher, Reagan, Augusto Pinochet) se trouvent en position de traduire ses analyses en actes ; le dirigeant communiste italien Antonio Gramsci mourut alors que Benito Mussolini était toujours au pouvoir. Mais ces deux grands intellectuels rompaient vraiment avec l'idéologie dominante de leur temps. Et ils ne disposaient ni de TF1, ni du Point, ni d'Europe 1 comme caisses de résonance permanentes.

« **J'ai fait mienne l'analyse de Gramsci** » Fidèle à sa stratégie consistant à citer les auteurs les plus inattendus, M. Sarkozy a préféré situer sa démarche dans la lignée du communiste italien plutôt que dans celle de l'ultralibéral austro-américain. « Au fond, indiqua-t-il peu avant son élection, j'ai fait mienne l'analyse de Gramsci : le pouvoir se gagne par les idées. C'est la première fois qu'un homme de droite assume cette bataille-là. En 2002, quinze jours après mon arrivée au ministère de l'intérieur, une certaine presse a commencé à m'attaquer sur le thème : "Sarkozy fait la guerre aux pauvres." Je me suis dit : soit je cède et je ne pourrai plus rien faire, soit j'engage la bataille idéologique, en démontrant que la sécurité est avant tout au service des plus pauvres. Depuis 2002, j'ai donc engagé un combat pour la maîtrise du débat d'idées. Tous les soirs, je parle de l'école, en dénonçant l'héritage de 1968. Je dénonce le relativisme intellectuel, culturel, moral... Et la violence de la gauche à mon endroit vient du fait qu'elle a compris de quoi il s'agissait (21). »

En privilégiant dès les années 1960 « les couleurs vives aux tons pastel », Reagan avait devancé Sarkozy et contredit tous ces politologues qui ne conçoivent la conquête du pouvoir que comme une éternelle course au centre. Il avait en effet proposé « un choix, pas un écho (22) ». Mais, dans son cas, prendre le risque d'être jugé extrémiste

comporta un prix. Celui de devoir enchaîner, entre 1954 et 1962, des centaines de discours glorifiant le capitalisme, à titre de porte-parole itinérant de General Electric (23). Celui de devoir attendre près de quinze ans avant de s'imposer au Parti républicain et d'accéder à la Maison Blanche. Une fois président, il cita souvent avec émotion le nom de John Kennedy, oubliant qu'en 1960 il avait combattu la candidature du démocrate en écrivant à Nixon : « Sous son apparence juvénile se cachent les vieilles idées de Karl Marx. Il n'y a rien de nouveau dans la conception [de Kennedy] d'un Etat tout-puissant. Hitler appelait le sien national-socialisme (24). » Les futurs choix de M. Sarkozy nous permettront de mesurer assez vite si désormais il apprécie Jaurès autant que Reagan adorait Kennedy.

La question de la sincérité est couramment posée. Peut-on prétendre, par exemple, avoir été pourchassé par le « politiquement correct » quand on fut ministre d'Etat quatre des cinq dernières années et qu'on disposa en permanence de l'appui compact du patronat et de la plupart des médias ? Là encore, certains précédents américains permettent de répondre. En 1961, l'essayiste et romancière Ayn Rand, une émigrée venue d'Union soviétique dont les livres se vendirent à des millions d'exemplaires, rédigea un article titré - au premier degré - « La minorité la plus persécutée d'Amérique : le big business (25) ». A l'époque, rappelons-le, les Noirs vivant dans les Etats du Sud ne pouvaient toujours pas exercer leur droit de vote... Symbole de la petite bourgeoisie provinciale, Nixon s'estimait quant à lui méprisé par la dynastie des Kennedy et par des grands médias tombés en pamoison devant cette famille d'aristocrates photogéniques de la Côte est. M. Bush, bien qu'il ait fait ses études à Yale puis à Harvard, s'est longtemps perçu, lui aussi, comme un rebelle, un petit Texan un peu rustre égaré dans un monde de snobs progressistes.

**Maire de Neuilly et porte-parole du peuple** Dans ses Mémoires, Mme Peggy Noonan, rédactrice de certains des discours les plus fameux de Reagan, résume en deux phrases ce fantasme de droite du dissident permanent - des décennies de pouvoir républicain ne l'ont pas apaisé : « Les gens me demandent toujours comment une femme de ma génération a pu devenir conservatrice. C'est difficile pour moi de dire quand ma rébellion a commencé. » Quelques pages plus loin, elle ironise, mais à propos des démocrates : « Ils avaient tout pour eux, y compris 50 000 dollars par an dès l'âge de 32 ans, et pourtant ils se sentaient toujours assiégés (26). » Voilà qui est bien résumé... Quand il avait 32 ans, M. Sarkozy, qui se présente en éternel paria, dirigeait déjà la ville de Neuilly, une des plus riches du pays. L'invasion du bavardage psychologique dans le discours politique français aura peut-être servi à cela : la moindre éraflure d'amour-propre d'un adolescent transforme dorénavant un fils de famille en martyr. Ensuite, il suffit de très peu pour raviver la blessure. « Depuis 2002, précisa il y a quelques semaines M. Sarkozy, je me suis construit en marge d'un système qui ne voulait pas de moi comme président de l'UMP, qui récusait mes idées comme ministre de l'intérieur et qui contestait mes propositions (27). » Et cette fois Gavroche a triomphé.

Il est a priori difficile pour un candidat qui a le soutien du patronat, qui réclame la réduction brutale de l'impôt sur les revenus, la diminution ou la suppression des droits de succession et la baisse de la fiscalité sur les sociétés de se présenter comme le porte-parole du peuple. On sait qu'aux Etats-Unis l'exploit a été en partie accompli par Reagan et, plus récemment, par M. Bush. Pour s'en assurer, il suffisait de les suivre dans des Etats industriels en crise longtemps acquis aux démocrates (Michigan, Virginie Occidentale) (28).

Leur réussite a largement tenu à l'appel au sentiment national et patriotique (anticommunisme, puis antiterrorisme), au ressentiment fiscal du « petit contribuable » contre le « gros percepteur ». Sans oublier, bien évidemment, l'attachement aux « valeurs morales traditionnelles » (opposition à l'avortement, à l'homosexualité) et le rejet d'un « laxisme » judiciaire présenté comme le principal pourvoyeur de violences et de crimes. La palette de M. Sarkozy s'est inspirée de ce registre tout en laissant de côté les références trop tranchées aux valeurs religieuses, même si aux yeux du nouveau président « la question spirituelle a été très largement sous-estimée par rapport à la question sociale (29) ».

Le succès de la droite, américaine et française, en terrain populaire ne s'explique pas cependant par les seuls talents électoraux de ses porte-parole. L'une et l'autre ont profité de l'affaiblissement des collectifs ouvriers et militants, ce qui a conduit nombre d'électeurs aux revenus modestes à vivre leur rapport à la politique et à la société sur un mode

plus individualiste. Le discours du « choix », du « mérite », de la « valeur travail » les a ciblés en particulier : ils veulent choisir (leur école, leur quartier) pour ne pas devoir subir ce qu'il y a de pire ; ils estiment avoir du mérite et n'en être pas récompensés ; ils travaillent dur et gagnent peu, guère plus, estiment-ils, que les chômeurs et les immigrés. Les privilèges des riches leur semblent tellement lointains qu'ils ne les concernent plus vraiment.

Là encore, l'histoire ne date pas d'hier. Aux Etats-Unis, à la fin des années 1960, la concurrence internationale et la peur du déclasserment transforment un populisme de gauche rooseveltien, optimiste, conquérant, égalitaire, aspirant au désir partagé de vivre mieux, en un « populisme » de droite faisant son miel de la crainte de millions d'électeurs populaires de ne plus pouvoir tenir leur rang, d'être rattrapés par plus déshérités qu'eux. C'est à compter de ce moment que les républicains réussissent à faire passer la ligne de fracture économique, non pas entre riches et pauvres, capitalistes et ouvriers, mais entre salariés et « assistés », Blancs et minorités raciales, travailleurs et fraudeurs.

Pendant les dix années précédant son accession à la Maison Blanche, Reagan racontera ainsi l'histoire (fausse) d'une « reine de l'aide sociale [welfare queen] qui utilise quatre-vingts noms, trente adresses et douze cartes de sécurité sociale, grâce à quoi son revenu net d'impôt est supérieur à 150 000 dollars ». Dans les années 1980, la stratégie républicaine est devenue assez limpide pour qu'un de ses architectes, Lee Atwater, la détaille sans détour : évoquant le lectorat du National Enquirer (un journal à scandale vendu à bas prix dans les supermarchés), il souligne qu'« on y trouve toujours des histoires sur tel ou tel milliardaire qui possède cinq Cadillac et n'a pas payé d'impôts depuis 1974 ». De celles-ci, les démocrates ne parlaient plus guère, par crainte de se voir reprocher un discours de « lutte de classes ». Mais, poursuit Atwater, « il y a aussi des articles sur un type assis sous une véranda et sirotant de l'alcool acheté avec des coupons alimentaires ». Ces histoires-là, le Parti républicain se jettera dessus (lire « "Saignés" par les pauvres »).

M. Sarkozy a refusé « que ceux qui ne veulent rien faire, que ceux qui ne veulent pas travailler vivent sur le dos de ceux qui se lèvent tôt et qui travaillent dur ». Il a opposé la France « qui se lève tôt » à celle des « assistés », mais jamais à celle des rentiers. Parfois, à l'américaine, il a même ajouté une dimension ethnique et raciale à l'opposition entre catégories populaires qu'il avivait, escomptant qu'elle produirait des dividendes électoraux. Ainsi, à Agen, le 22 juin 2006, ce passage d'un de ses discours lui valut sa plus longue ovation : « Et à ceux qui ont délibérément choisi de vivre du travail des autres, ceux qui pensent que tout leur est dû sans qu'eux-mêmes doivent rien à personne, ceux qui veulent tout tout de suite sans rien faire, ceux qui au lieu de se donner du mal pour gagner leur vie préfèrent chercher dans les replis de l'histoire une dette imaginaire que la France aurait contractée à leur égard et qu'à leurs yeux elle n'aurait pas réglée, ceux qui préfèrent attiser la surenchère des mémoires pour exiger une compensation que personne ne leur doit plutôt que de chercher à s'intégrer par l'effort et par le travail, ceux qui n'aiment pas la France, ceux qui exigent tout d'elle sans rien vouloir lui donner, je leur dis qu'ils ne sont pas obligés de demeurer sur le territoire national. »

En observant l'élection présidentielle qui vient de s'achever, Mme Noonan, la rebelle républicaine, vient de vivre une nouvelle conversion : « C'est un soulagement de pouvoir à nouveau admirer la France. Et pas seulement parce qu'elle a eu la sagesse de choisir un conservateur ; c'est la manière dont elle l'a fait (30). »

Serge Halimi. Le Monde Diplomatique Juillet 2007